

Obama à l'épreuve afghane

PAR FRANÇOIS GRÜNEWALD ◀ président du Groupe URD (Urgence, réhabilitation, développement).

La période prise en compte pour réfléchir sur l'Afghanistan semble souvent commencer le 11 Septembre. Revenir à l'histoire est une urgence, tant pour les choix stratégiques que pour la communication qui les accompagne. La dégradation gravissime de la situation en Afghanistan demande un changement fondamental des approches, et ceci des deux côtés de l'Atlantique. Plusieurs axes de réflexion doivent être revisités : l'histoire des guerres au *Royaume de l'Insolence*, l'attitude des Etats-Unis dans cette région depuis 1980 et enfin la réalité talibane.

L'Afghanistan a une résistance record à toute présence étrangère : la couronne britannique y a laissé des plumes ; l'Armée rouge ne s'est pas relevée de son échec. Il n'y a pas de raison que l'Otan fasse mieux. La technologie a montré ses limites dans cette guerre asymétrique où, pour éviter les écoutes, les messages circulent à dos d'âne. Ici, le temps joue pour les talibans, avec les bavures quotidiennes liées à la conduite aérienne d'une guerre pourtant si terrestre. La grande erreur a été d'impliquer l'Otan. La coalition américaine doublée de la Force internationale d'assistance à la sécurité onusienne (Isaf) permettait une diversité d'approches. Le passage de l'Isaf sous la coupe otanienne l'a placée dans le giron américain et rendait la défaite prévisible. Car après le Vietnam, l'Afghanistan est le théâtre dans lequel les stratèges américains ont commis le plus d'erreurs. Pendant la guerre contre l'Armée rouge, la CIA soutenait les factions les plus réactionnaires de la résistance de Peshawar, et notamment Gulbuddin Hekmatyar, que l'on retrouve assiégeant Kaboul à partir de 1994 et aujourd'hui du côté des talibans. La stratégie américaine, ancrée sur le précepte « les ennemis de mes ennemis sont mes amis »,

semaient déjà les graines du conflit actuel. Les Américains se sont ensuite accommodés du régime taliban, fermement tenu par l'ISI (services secrets pakistanais). Les négociations à partir de 1996 de la compagnie pétrolière Unocal, proche de Dick Cheney, pour faire passer un pipeline à travers l'Afghanistan acheminant le pétrole de la Caspienne s'accommodaient de l'ordre taliban. Les questions des droits de l'homme et du traitement des femmes ne faisaient pas partie du deal. Le mouvement taliban est né au Pakistan en 1994, date où le tracé de la ligne Durand séparant l'Afghanistan du Pakistan et accordant une large part des territoires pachtoums au Pakistan devait être rediscuté. Le président Rabbani avait annoncé qu'il allait relancer la négociation avec le Pakistan, ce qui pouvait induire la restitution de ces territoires à l'Afghanistan. Et d'un coup, s'appuyant sur un sentiment d'humilia-

Cette guerre ne se gagnera pas par les armes. Les dernières déclarations de Karzai, ou Petraeus vont dans ce sens.

tion des Pachtoums face aux groupes persophones contrôlant Kaboul, des hommes se sont levés, embrigadés dans les madrasas pakistanaises, pour reprendre le pouvoir en Afghanistan. Ils ont été souvent bien accueillis, même si leur lecture rigide de l'islam n'était pas toujours comprise, car ils ramenaient l'ordre. Si Ben Laden avait toute liberté pour organiser ses camps d'entraînement, le système taliban ne produisait pas encore du « terroriste ».

Après le 11 Septembre, il fallait punir le régime qui avait abrité l'orchestrateur de l'attentat contre les tours jumelles. Cette guerre de vengeance s'est transformée, devant l'impossibilité de mettre la main sur Ben Laden, en une stratégie de *state building*. Quatre

grandes erreurs ont alors été commises : la première est la perpétuation du conflit. Plutôt que des outils de police (l'objectif initial étant de retrouver Ben Laden), on a choisi les moyens les plus sophistiqués de la guerre moderne et une stratégie civilo-militaire se mant surtout la confusion entre humanitaire et militaire : les bavures de la coalition et de l'Otan se sont multipliées, créant drames et haines. La deuxième erreur a été Guantánamo et le déni du droit humanitaire international. La troisième a été le pouvoir colossal pris par l'aide américaine. L'ambassadeur américain des premières années n'était-il pas appelé le *procônsul*? La quatrième, sans doute la plus importante, fut la guerre en Irak. A l'occasion de ce conflit, les talibans ont été confrontés à d'autres djihadés. Les attentats suicides, la pratique de l'égorgeage, étrangers à la culture afghane, sont des importations directes de la crise irakienne. Ces pratiques sont au moins aussi éloignées de notre culture et de nos valeurs qu'elles le sont de la tradition afghane et du *Pashtounwali* (code d'honneur pachtout) et de l'islam. Il a fallu un endoctrinement massif et surtout une présence importante de groupes non afghans pour en arriver là.

Cette guerre ne se gagnera pas par les armes. Les dernières déclarations du président Karzai, de Kouchner et du général Petraeus, montrent qu'on revient doucement aux fondamentaux : pour faire la paix, il faut dialoguer. Le nouvel espoir né le 4 novembre doit permettre de sortir de ce borbier, dont les clés se trouvent autant en Afghanistan qu'en Palestine. L'humiliation faite aux Palestiniens a renforcé les « extrêmes » et Ben Laden a récupéré cette violence. L'élection d'Obama fait partie de ces miracles que les Etats-Unis produisent régulièrement. Pour trouver la paix il lui faudra sortir de l'impasse des armes.

(1) de Michael Barry, éd. Flammarion.